



FORMULAIRE 4.5



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT DE FIN DU PROJET

PAYS: GUINEE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: Octobre 2011- Novembre 2015

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Projet de renforcement du contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en Guinée

Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00081624

Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ PBF/GIN/B-3 (00080574)

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Haut- Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:

- Ministère de la Défense Nationale ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection ;
- Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts ;
- Ministère Délégué au Budget ;
- Ministère de la Justice;
- Comité National de Pilotage de la Réforme du Secteur de Sécurité (CNP-RSS) ;
- Autres Ministères concernés : Économie et Finances, Contrôle Économique et Audit, Fonction Publique, Droits de l'Homme et Libertés Publiques, Administration du Territoire et Décentralisation ;
- Parlement (Assemblée Nationale) ;
- Cour Suprême ;
- Cour des Comptes ;
- Médiateur de la République ;
- Société Civile (Comité Civilo- Militaire et autres OSC, Médias et Monde académique).

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
PNUD: 820.947 USD
HCDH: 310.300 USD

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 12 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 13 / 12 / 2011

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

Contribution gouvernementale <i>(le cas échéant)</i>	
N/A	
Autres contributions <i>(donateurs) (le cas échéant)</i>	
N/A	
TOTAL:	1.353.500 USD

Date de fin prévue à l'origine³ 31 /12/2012
((jour/mois/année))

Date de fin actuelle⁴
(jour/mois/année) 30/10/2015

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours	
Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i>	
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non Date:
Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i>	
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Abdoul Latif Haidara

Titre: Chargé de Programme Gouvernance-
Consolidation de la Paix

Organisation participante (principale): PNUD
Courriel: abdoul.haidara@undp.org

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

PARTIE 1 – ÉTAT D’AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l’état d’avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

<p>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. <i>La gouvernance du secteur de la défense et de sécurité est définie par un cadre juridique et législatif conforme aux standards internationaux avec des mécanismes de contrôle et de supervision démocratiques fonctionnels.</i></p>
<p>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. . # d'acteurs habilités à jouer leurs rôles Base: 0 Cible: Parlement, Médiateur de la République, Ministère de la Justice, et du Budget, Observatoire des comportements des FDS</p>

Tant pour les projets IRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l’ensemble des objectifs atteints jusqu’à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l’état d’avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d’énumérer jusqu’à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Les institutions et les acteurs civils sont sensibilisés et informés quant à leur rôle et responsabilité en matière de contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en Guinée.

Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat: en decalage

<p>Indicateur 1: Niveau d'amélioration qualitative des connaissances de la population sur les acteurs clés et les mécanismes de contrôle en vigueur dans le pays :</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 4 000 État d'avancement: 4200: (i) 1 000 acteurs dont 200 femmes représentant les FDS, la Société civile (OSC, médias, Monde académique), les autorités administratives à travers 8 sessions régionales d'information; (ii) Au moins 3 200 (dont 2000 filles) à travers 16 conférences-débats dans les universités.</p>
<p>Indicateur 2: Nombre de campagnes de sensibilisation menées par les radios communautaires, émission télé, des réunions communautaires.</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 3 État d'avancement:3</p>
<p>Indicateur 3: Nombre de sensibilisation et d'information conduites en matière de contrôle civil et démocratique des FDS</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 30 État d'avancement:30</p>

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- Niveau qualitatif des connaissances de la population sur les acteurs clés et les mécanismes de contrôle civil et démocratique des FDS en vigueur dans le pays est amélioré de 0% à 50%;

- A travers 3 campagnes nationales, 6 émissions télévisées et 14 émissions tables rondes radios dans les 8 régions administratives, les populations sont informées et sensibilisées sur les avancées de la RSS, les acteurs et mécanismes du contrôle civil et démocratique des FDS en lien avec le genre et les droits de l'homme, y compris les relations civilo-militaires;

- A travers une campagne de vulgarisation du Code de Justice militaire dans toutes les régions militaires du pays et dans les unités armées de Conakry, les militaires ont mieux compris le contrôle judiciaire des FDS (environ 9 757 militaires sont touchés dont 293 femmes);

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Les acteurs du contrôle civil sont informés et sensibilisés :

- **1000 acteurs (dont au moins 200 femmes) composés d'autorités administratives, du commandement militaire et paramilitaire, des responsables de la société civile et FDS à travers 8 sessions régionales d'information ;**

- **plus de 3 200 acteurs de contrôle non formel, dont environ 2000 femmes (étudiants, enseignants, chercheurs et encadreurs) à travers 16 conférences - débats dans les établissements d'enseignement supérieur du pays;**

Les acteurs clés (Assemblée Nationale, inspections des FDS, les OSC, les médias, le monde académique, ...) se sont appropriés le concept, et sont mieux outillés quant à leurs responsabilités et rôles en matière de contrôle civil et démocratique des FDS. Un engagement et une dynamique de contrôle citoyen sont nés;

257 militaires du bataillon "Gangan" en attente pour une mission de maintien de la paix au Mali, sont sensibilisés et sont disposés à se soumettre à l'autorité civile du commandement de la MINUSMA;

107 magistrats et auxiliaires de justice en poste en Basse-Guinée et en Moyenne-Guinée sont suffisamment outillés pour exercer leur contrôle sur les activités des FDS, notamment les OPJ ainsi que pour la prise en compte des droits de l'homme dans la répression des crimes et délits de droit commun commis par les FDS.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

N/A

Description du résultat 2: Les institutions et les acteurs civils sont outillés pour exercer efficacement leurs rôles et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des FDS en Guinée.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

Indicateur 1: Nombre des acteurs habilités à jouer leur rôle	Niveau de référence: 0 Cible: 6 État d'avancement:6 (Assemblée Nationale, Cour Constitutionnelle, HAC, INIDH, TM)
Indicateur 2: Degré de compréhension du rôle et des responsabilités par les acteurs cibles	Niveau de référence: 0 Cible: 60% État d'avancement:60%
Indicateur 3: Nombre d'acteurs formés	Niveau de référence: 0 Cible: 10 000 dont 30% de femmes État d'avancement:10 422 dont 1041 femmes

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- 50, puis 40 journalistes sont formés respectivement sur le contrôle citoyen des FDS et sur la presse parlementaire. Cette formation leur a permis de mieux comprendre leurs rôles et responsabilités. Cela a abouti entre autres au rapprochement des députés de leurs mandants à travers la mise en place du Réseau des Journalistes Parlementaires de Guinée;
- 20 (dont 6 femmes), puis 96 députés (dont 22 femmes) et les cadres de l'administration parlementaire des commissions en charge du contrôle parlementaire des FDS ont permis un contrôle effectif et rigoureux du budget 2015;
- 24 magistrats militaires sont formés et 7 ont échangé leurs expériences avec leurs pairs du Sénégal en matière de techniques et pratiques de Justice Militaire ceci a permis de déclencher l'opérationnalisation de la Tribunal Militaire;
- Les droits de l'Homme et les VBG sont intégrés à travers la formation de 107 magistrats et auxiliaires de justice et de 257 militaires .

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

L'Assemblée Nationale, le Médiateur de la République l'institution Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (INIDH), la Cour Constitutionnelle sont institués et le tribunal militaire est mis en place et opérationnels.

3 institutions de contrôle notamment l'Assemblée Nationale (installée seulement en janvier 2014), la Cour Suprême (à travers la Chambre des Comptes) et le Ministère de l'Economie et des Finances travaillent en complémentarité pour le contrôle du budget des Forces de Défense et de Sécurité;

Environ 250 membres et responsables des OSC y compris le CCM à travers les 8 régions administratives sont outillés sur l'esprit et des principes du contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité.

10 acteurs / institutions clés (CNP-RSS et ses organes, OSC, Universités, inspections des FDS et medias) sont outillés en matière de contrôle civil et le plan de renforcement de leurs capacités est élaboré

70 agents dont 20 femmes des Armées, Gendarmerie, Police et Douanes, du Comité-Civilo- Militaire sont ont mieux compris l'esprit, les principes et les mécanismes du contrôle civil des FDS;

Une compréhension commune et améliorée des enjeux de la Justice militaire est acquise au niveau des autorités militaires et de la troupe (environ 9 757 militaires sont touchés dont 293 femmes),

107 magistrats et auxiliaires de justice, 24 magistrats militaires, et de 257 militaires du Bataillon Gangan sont outillés sur le contrôle civil, les droits de l'homme et le Genre;

Le Tribunal Militaire Permanent de Conakry est outillé et opérationnel, suite au partage d'expériences de 7 membres (1 femme) avec leurs pairs du Sénégal en matière de techniques et pratiques de Justice Militaire.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Les institutions constitutionnelles ont été mises en place pendant que le projet était à la fin, la Cour des Comptes quant à elle n'est toujours pas instituée.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'outiller ces nouvelles institutions constitutionnelles pour l'amélioration de la gouvernance en Guinée.

Description du résultat 3: Le dispositif législatif et les mécanismes de contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité sont renforcés et efficaces.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

Indicateur 1: Disponibilité de cadre de concertation	Niveau de référence: 0 Cible: 1 État d'avancement:1
Indicateur 2: Code de conduite élaboré, adopté et vulgarisé	Niveau de référence: 0 Cible: 1 État d'avancement:1
Indicateur 3: Existence de consensus entre les acteurs impliqués sur les	Niveau de référence: 0 Cible: 1

moyens d'exercer le contrôle civil effectif des FDS	État d'avancement:1
---	---------------------

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- Un cadre de concertation sur le contrôle civil des FDS est élaboré et fonctionnel à travers le consensus né autour du Comité Civilo-Militaire par la création d'une plateforme des OSC relative au renforcement du contrôle citoyen est opérationnel;

- le cadre juridique régissant les FDS est aligné à la Constitution par l'adoption des lois portant sur la Cour suprême, la Cour des Comptes, le statut spécial de la Police et le statut spécial de la protection civile;

- Le diagnostic institutionnel et organisationnel des acteurs clés du contrôle civil et démocratique des FDS est réalisé, validé et disponible à travers une approche inclusive et participative. Un plan de renforcement de chaque institution / acteur est disponible;

- le Code de conduite des Forces de Défense est élaboré, validé, adopté, édité en 10 000 livrets de poche et vulgarisé lors des 8 sessions régionales d'information.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Les documents cadres de la réforme du Secteur de Sécurité [Politique Nationale de Défense et de Sécurité, les 5 Politiques Sectorielles (Défense- Police et Protection civile - Douane- Environnement- Justice), la Stratégie Nationale d'action Prioritaires (SNAP)] sont élaborés, validés et adoptés et intègrent le principe de subordination des FDS à l'autorité civile légalement établie, les Droits de l'Homme et le Genre.

Un appui substantiel pour la mise en place d'une stratégie de communication institutionnelle pour le Comité National de Pilotage de la Réforme du Secteur de Sécurité (CNP- RSS) en vue de donner une visibilité et une lisibilité aux actions de la réforme est apporté.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

- L'appui au renforcement des relations civilo-militaires à travers le Comité Civilo-Militaire n'a pu être réalisé en raison des recommandations de la micro évaluation des ONG partenaires du PNUD qui classe le CCM comme partenaire à haut risque. Pour relever cet obstacle, un appui institutionnel et en renforcement de capacité du CCM sera préalable à la mise en œuvre du micro projet du CCM.

Description du résultat 4: Les textes de base organisant le secteur de la sécurité et instituant les missions, attributions et responsabilités individuelles et collectives des membres des FDS sont élaborés, édités et diffusés

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

Indicateur 1: Alignement du cadre législatif selon les normes et standards internationaux (avec référence au nombre de décrets etc.)	Niveau de référence: 0 Cible: 1 État d'avancement:1
Indicateur 2: # de comités de rédaction mis en place dans les comités techniques sectoriels ;	Niveau de référence: 0 Cible: 5 (1 / CTS) État d'avancement:5 (1/CTS)
Indicateur 3: # de lois/ décrets / arrêtés ou directives adoptés	Niveau de référence: 3 Cible: 8 État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Les textes de base organisant le secteur de la sécurité et instituant les missions, attributions et responsabilités individuelles et collectives des membres des FDS sont élaborés: statuts spéciaux (Police et Protection civile, Magistrats, Douane, Garde pénitentiaire, Conservateurs de la nature), codes révisés de Justice militaire, pénal et de procédure pénale, régime juridique des établissements pénitentiaires, codes de discipline et de déontologie de la Police et de la Protection civile, Loi sur le maintien de l'ordre public;

Les textes de base organisant le secteur de la sécurité et instituant les missions, attributions et responsabilités individuelles et collectives des membres des FDS sont édités et vulgarisés sous forme de brochures: statuts spéciaux Police et Protection civile et 14 décrets d'application.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

- **La loi sur le maintien de l'ordre public est élaborée, examinée et adoptée par l'Assemblée Nationale, ses textes d'application sont élaborés);**
- **les Codes de Justice militaire, pénal et de procédure pénale révisés et validés sont mis en conformité aux engagements pris par la Guinée en matière de protection des droits de l'Homme ;**
- **les projets de Code civil et de loi sur la parité sont relus et finalisés et le projet de décret d'application est élaboré (intégrant davantage le principe d'égalité);**
- **le statut de la garde pénitentiaire et le régime juridique des établissements pénitentiaires sont élaborés et validés en considération du respect des droits de l'Homme.**
- **les Codes de déontologie et de discipline de la Police et de la Protection civile sont élaborés et validés;**

- Une compréhension commune et améliorée des enjeux de la Justice militaire est acquise au niveau des autorités militaires et de la troupe (environ 9 757 militaires sont touchés dont 293 femmes) par l'édition et la vulgarisation du Code de Justice militaire en 10 000 exemplaires en forme de brochures;
- le commandement de la Police et de la Protection civil s'est approprié des textes juridiques (Statuts spéciaux et 14 décrets d'application) édités sous forme de brochure en 252 exemplaires et vulgarisés a travers 3 ateliers régionaux.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Les preuves des données factuelles son entres autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapports périodiques d'activités; - les photos et les supports d'enregistrement; - les textes de création des comités de rédaction ; - la liste de matériels mis à disposition ; - les comptes rendus de réunions; - les lois votées / promulguées et les écrets et arrêtés signés, - les textes de création des comités de rédaction ; - les documents de planification des programmes de vulgarisation; - les copies de débats et émissions radios et télévisées
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le Projet a permis de financer 4 aspects des priorités de la réforme du secteur de sécurité en lien avec la consolidation de la paix: (i) sensibiliser et informer les institutions et les acteurs civils quant á leurs rôles et responsabilités, (ii) les outiller, (iii) renforcer et rendre efficaces le dispositif législatif et les mécanismes en matière de contrôle civil et démocratique, (iv) améliorer le cadre juridique de la gouvernance du secteur de sécurité)</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - A travers le diagnostic réalisé par le Projet, le Bureau Régional du PNUD a élaboré un plan d'intervention de renforcement des capacités de l'Assemblée Nationalde qui a abouti au projet d'Appui à l'Assemblée nationale financé par le PBF - Le Bureau de l'Assemblée Nationale a élaboré une matrice des interventions à l'instar du cadre d'appui à la Réforme du Secteur de Sécurité; - Sur le plan de la consolidation de la paix, le Forum des Femmes Parlementaire mis en place à travers un appui conjugué du projet

	avec le projet genre a résolu la crise au niveau de l'Assemblée Nationale entre Mouvance et Opposition. Il est le creuset de l'unité au sein de l'Assemblée Nationale.
<u>Gestion de risques/innovation</u> : Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)	L'appui à la vulgarisation du code de Justice Militaire dans toutes les unités militaires du pays amélioré le comportement du commandement militaire et de la troupe à travers la formation, l'information et la sensibilisation de 9 757 militaires (dont 293 femmes) sur l'organisation du Tribunal Militaire, la procédure, les infractions militaires et les sanctions; Grace au projet la promotion et la protection des droits de l'homme ont été intégrées dans la formation préalable des militaires et gendarmes guinéens de la mission de maintien de la paix au Mali; Le principe de la soumission des FDS est consacré dans tous les documents stratégiques de la réforme et textes juridiques régissant les FDS et respecté.
<u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u> : La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)	Le Projet prend toujours en compte la représentativité du genre: les 30% au moins de femmes et de jeunes sont exigés à toutes les activités. Toutefois, le nombre de femmes parmi les FDS étant inférieur, ce quota s'obtient difficilement de fois. La formation des magistrats et auxiliaires de justice a également mis un accent particulier sur la problématique de la prise en compte du genre dans l'administration de la justice en Guinée. Enfin, les militaires du Bataillon Gangan ont été sensibilisés sur leur rôle et responsabilité en matière de lutte contre les VBG au cours de leurs prochaines opérations de maintien de la paix au Mali.

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	A la mise en place de la nouvelle Assemblée Nationale, les députés de la Commission Défense et Sécurité n'avaient aucune connaissance sur leurs rôles et responsabilités, mais la formation sur le contrôle parlementaire des FDS a permis un examen minutieux et sérieux du projet de budget 2015.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	L'appui à la vulgarisation du code de justice militaire a permis à l'appropriation par le commandement et la troupe, le contenu des dispositions relatives aux infractions et sanctions des militaires dans

	l'exercice de leurs fonctions. Cela a contribué à la réduction de certains comportements non appropriés tels que l'abandon de poste, l'abus d'autorité,
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Les journalistes ayant bénéficié des formations sur le contrôle citoyen et sur la presse parlementaire font des reportages conformes à l'éthique, la déontologie et à la spécificité des FDS et les députés sont davantage rapprochés de leurs mandants.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Le Ministre Conseiller à la Présidence chargé de la réforme du Secteur de Sécurité, convaincu du niveau d'intégration du principe de contrôle civil dans les documents stratégiques et des changements induits (notamment la soumission des FDS à l'autorité civile légalement établie et l'amélioration des relations civilo-militaires), affirme que " la valeur ajoutée de la Réforme du Secteur de Sécurité est le contrôle Civil et démocratique des FDS, car c'est ce qui subsistera à tout....."

Suite à une appropriation nationale et locale parfaite du principe de la soumission des FDS à l'autorité civile légalement établie, les autorités militaires, paramilitaires, administratives et politiques sont unanimes de développer le projet pour couvrir l'aspect global de la gouvernance du Secteur de Sécurité.

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veuillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Résultat 1: Les institutions et les acteurs civils sont sensibilisés et nformés quant à leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en Guinée.					
Produit 1.1	Sensibilisation et information des institutions intervenant dans le contrôle civil et démocratique des FDS en République de Guinée sur leurs rôles et responsabilités tels que prévus par les dispositions légales en vigueur	PNUD et HCDH			
Produit 1.2	Campagne nationale d'information et de sensibilisation en direction des populations.	PNUD et HCDH			
Produit 1.3	Organisation de débats et émissions radio et télévisées sur le rôle de la société civile dans la RSS dans le cadre du contrôle de la société civile sur le FDS et sur la justice	PNUD et HCDH			
Résultat 2: Les institutions et les acteurs civils sont outillés pour exercer efficacement leurs rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des FDS en Guinée.					
Produit 2.1	Diagnostic des capacités existantes des acteurs clés en matière de contrôle civil et recommandations sur le renforcement de leurs capacités.	PNUD			
Produit	Formation des	PNUD et			

2.2	membres des institutions / acteurs de contrôle formel en matière de contrôle budgétaire de dépense dans le secteur de Défense et Sécurité	HCDH			
Produit 2.3	Formation des membres des institutions / acteurs de contrôle informel en matière de contrôle citoyen du secteur de Défense et Sécurité (média, OSC, Monde académique et Populations)	PNUD			
Résultat 3: Le dispositif législatif et les mécanismes de contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité sont renforcés et efficaces.					
Produit 3.1	Etat de lieu du dispositif actuel et vulgarisation du cadre légal, des textes juridiques, préparation d'outils administratifs et de gestion des compétences et de la législation applicable,...)	PNUD			
Produit 3.2	Création d'un cadre de concertation entre toutes les parties impliquées dans le contrôle civil et démocratique de FDS en République de Guinée.	PNUD			

Produit 3.3	Appui technique à la commission technique Défense pour l'élaboration d'un code de bonne conduite des FDS en collaboration avec le CCM.	HCDH			
Résultat 4: les textes de base organisant le secteur de la sécurité et instituant les missions, attributions et responsabilités individuelles et collectives des membres des FDS sont élaborés, édités et diffusés					
Produit 4.1	Les textes de base organisant le secteur de la sécurité et instituant les missions, attributions et responsabilités individuelles et collectives des membres des FDS sont élaborés	PNUD			
Produit 4.2	Les textes de base organisant le secteur de la sécurité et instituant les missions, attributions et responsabilités individuelles et collectives des membres des FDS sont édités	PNUD			
Produit 4.3	Les textes de base organisant le secteur de la sécurité et instituant les missions, attributions et responsabilités individuelles et collectives des membres des FDS sont	PNUD			

	diffusés				
Totale:			1 353 015 USD	1 314 277 USD soit 97,14 %	

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):

La mise en oeuvre du projet est conjointe (PNUD et HCDH) et se fait selon une approche inclusive et participative.

La synergie entre les 2 agences a imprimé une efficacité dans l'implementation à travers le plan de mise en oeuvre commune, des activités conjointes (comme la campagne nationale de l'information et de sensibilisation sur les rôles et responsabilités des parties prenantes en matière de contrôle civil et démocratique des FDS). La Coordination du projet assure la mise en œuvre en partenariat avec les organes du CNP-RSS et en impliquant tous les départements ministériels ou institutions dont les membres sont bénéficiaires de ces formations. Elle favorise la mise en synergie d'initiatives relevant des différentes parties prenantes du projet. Cela a permis une appropriation nationale et locale de la réforme en général; de l'esprit et des principe du contrôle civil et démocratique des FDS.

initialement, le projet comportait 3 produits auxquels a été ajouté un produit (formant ainsi le produit 4) a travers une extension par le Projet de renforcement du cadre legal de mise en œuvre de la RSS en Guinée en novembre 2012.

Toutefois, il convient de reconnaître qu'en dépit des résultats obtenu, il est important de consolider les acquis par la mise sur pied d'un Projet plus global sur l'appui à la gouvernance du Secteur de Sécurité. Ce projet visera à :

- renforcer davantage les mecanismes de controle interne des FDS notamment les inspections;
- renforcer les capacités des instutions de controle mises en place (Cour Constitutionnelle, Mediateur de la Republique, Haute Autorité de la Communication, Institution Nationale Independante des Droits de l'Homme, le Tribunal Militaire,);
- améliorer davantage le cadre juridique par l'élaboration et l'adoption des textes restants et la vulgarisation des textes adoptés.